



Le SNPTAS CGT vous informe

Equipement - Environnement

2

0

1

1



Le SNPTAS CGT vous informe

Equiperment - Environnement

N°38 du 04 mars 2011

FLASH...

Suppression d'emploi :

Du moins pour tout le monde.

[Lire sur le site...](#)

Pétition pour les salaires :

[Signez en ligne ...](#)

Pouvoir d'achat des retraités :

Rien ne va plus !
L'insupportable est atteint

[Lire en ligne...](#)

AGENDA...

Calendrier des CAP :

Adjointes administratifs

16 mars 2011

Dessinateurs

28 avril 2011

Elections – octobre 2011

Services de la Navigation : la coupe est pleine

Après 2 audiences et une seule réunion dites « de concertation » en 8 mois, le sort des services de la navigation semble scellé définitivement.

Alors que VNF sortait son clip vidéo sur les 20 ans de l'établissement, sur le thème de la croisière s'amuse, les organisations syndicales restaient dans l'attente d'une amorce de dialogue social qui apparemment ne viendra jamais. Les 4 400 agents s'enfoncent dans la détresse d'un avenir aussi sombre que les profondeurs des eaux boueuses que représentent la RGPP et la réforme de l'Etat.



Rappelons qu'en 2005, tous les panneaux « Service Navigation » ont été remplacés par ceux de VNF, qu'en 2006, il a fallu supprimer de tous les courriers les en-têtes de la navigation pour y coller ceux de VNF. Aujourd'hui, nos directions nous demandent de supprimer toutes références à l'Etat dans nos signatures et de faire référence aux 20 ans de VNF en apposant ce logo.



C'est un pas de plus qui non seulement trahi une fois de plus les ambitions que ne cache plus l'EPIC pour son opa sur les services de l'Etat, mais plus encore en obligeant tous les agents de l'Etat de s'identifier comme étant agent VNF. **La coupe est pleine !**

L'ingérence de VNF

Depuis l'annonce de l'arrivée imminente du Contrat d'Objectifs et de Performances Etat – VNF pour lequel nous n'avons eu droit qu'à une présentation commerciale digne d'un vrp par Marc Papinutti, Directeur Général de VNF. Les vraies questions que suscitent le COP, semblent être la dernière préoccupation de l'EPIC VNF. Le DG de VNF a fait le tour de « son entreprise » à l'occasion des vœux organisés au mois de janvier à travers tous les services de la navigation, en prenant soin de semer la confusion auprès des agents de l'Etat sur d'inévitables réductions d'effectifs.

Un plan social peut en cacher un autre

Après les vagues successives de réductions d'effectifs (LOLF, RGPP 1 et 2), c'est RH 2013



qui enfonce le clou dans la coque du navire.

C'est entre 10 et 12% des ETP qui vont être supprimés dans les 2 ans qui viennent.

Soit entre 450 et 500 agents de l'Etat qui n'ayant aucune solution de repli sur un quelconque service de notre ministère, vont fatalement grossir les rangs des personnes privées d'emploi, la Loi Mobilité oblige.

Ceci explique peut être le mystère que renferme le fabuleux COP de VNF que seuls quelques initiés ou futurs actionnaires sembleraient connaître.

Alors que l'ensemble des organisations syndicales hurlent leurs oppositions aux transferts des agents et de la propriété, il est évident que c'est un plan type « France Télécom » avec une bonne dose de RGPP et d'un plan de rigueur drastique que nous allons devoir subir.

L'heure de la résistance a sonné

Aujourd'hui, face à l'autisme de l'Etat et contre les ambitions et les valeurs affichées par l'Etat, et qui entrent en totale opposition avec celles que nous connaissons à travers notre engagement dans le service public, nous ne pouvons pas rester inactifs face à cette obstination politique destructrice.

Le SNPTAS-CGT appelle l'ensemble des agents travaillant dans les services de la navigation à entrer dès à présent en résistance pour la sauvegarde de nos emplois, de nos missions et d'un service public, garant des intérêts majeurs que représente la voie d'eau en France.

Aussi, nous vous invitons à vous rapprocher des militants CGT pour vous organiser afin de mener ensemble la lutte contre tous les projets de réformes et restructurations qui viseraient à réduire ou supprimer des emplois à terme.

Face à l'obstination de la ministre du MEDDTL de ne pas vouloir rencontrer les organisations syndicales sur tous les sujets qui concernent les agents, les emplois et les services.

Nous invitons l'ensemble des sections et syndicats à organiser par tous les moyens des réunions d'informations et des assemblées générales dans tous les lieux où cela est possible, pour qu'ensemble, nous refusions d'être les acteurs de cette politique qui ne se préoccupe pas des intérêts publics, mais de ceux d'un système que nous ne pouvons pas accepter.

Les publications



LA CIRCULAIRE



Visitez notre site



www.snptas-cgt.org

Retraite, emploi, salaires

On ne veut pas en rester là !

la cgt

Le syndicat

"Tous ensemble"

Rejoignez nous !

NOUS

La CGT joue un rôle essentiel dans le vaste mouvement de protestation contre la réforme injuste des retraites. Depuis le 7 septembre, chaque jour, 200 salariés adhèrent à la CGT. Nous avons la responsabilité collective d'accueillir ces nouveaux adhérents. Des milliers d'autres sont à nos côtés sans être membre d'un syndicat. Incitons-les à nous rejoindre. Nos luttes d'aujourd'hui et de demain exigent plus de forces, plus de salariés faisant le choix de la CGT.

Sans syndiqué pas de syndicat, sans syndicat pas d'avancée sociale.

www.cgt.fr

Soutenez la Cgt, rejoignez la!

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

Signature

IMPRIME DANS NOS LOCAUX PAR LE SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS TECHNIQUES ADMINISTRATIFS ET DE SERVICE – CGT MEDDTL PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16.

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC – DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean François HUGUENIN-VIRCHAUX
Visitez notre site internet : <http://www.snptas-cgt.org>

Temps de travail et Laurence Parisot

Laurence Parisot remet en débat la déréglementation du temps de travail. Elle souhaite l'abolition de la base légale du temps de travail. Elle préconise des accords par branche et/ou par entreprise, comme cela serait mis en pratique chez nos voisins allemands.

Le Président de la République va-t-il se saisir de ce débat pour attaquer un peu plus les acquis sociaux ?

Déjà dans sa majorité, plusieurs responsables dénoncent les 35 heures comme la source de tous les maux...

Comment faut-il prendre cette volonté de casser toutes les règles sur le temps de travail, quand il y a 4.045.200 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C en France métropolitaine fin janvier 2011, 4.303.700 avec les Dom ? Quand on supprime un emploi sur 2 libérés par une retraite dans la fonction publique ?

Si le SNPTAS CGT se réfère aux efforts consentis par certains « ouvriers-employés » pour sauvegarder leurs emplois, leurs entreprises, efforts qui se sont traduits par l'abandon de jour RTT et ou par une très grande flexibilité dans les horaires de travail. Dans ces conditions, les 35 heures étaient déjà sur la sellette. Et pour quoi au bout du compte ? Les patrons voyous ont tout de même fermé les entreprises, en emportant les outils de production... et



en empochant les subventions... Vous avez dit « déficit »

Dans la Fonction publique, les 35 heures sont aussi attaquées. La volonté des dirigeants de nos ministères de revisiter les règlements relatifs au temps de travail en harmonisant vers le bas les acquis nationaux et locaux, en contraignant fortement les cadres à opter pour le forfait, sans tenir compte des conséquences nocives sur la vie personnelle des agents, mais aussi sur leur activité professionnelle. Trop de disponibilité imposée finit par tuer la disponibilité.

Cette déréglementation que la CGT PTAS a dénoncée lors de la « négociation » relative à l'instruction ministérielle et continue à dénoncer, ne doit pas conduire les agents, quel que soit leur statut (fonctionnaire ou non), leur lieu d'affectation, leur rythme de travail..., vers le servage. Cette époque est révolue et même si d'aucuns continuent à rêver que ce temps pourrait revenir... la CGT PTAS s'opposera à cette forme régression.

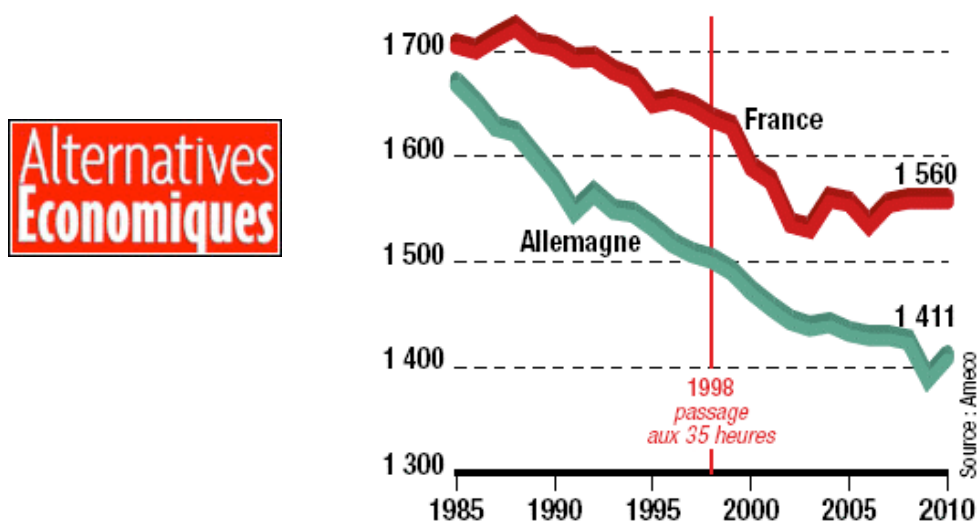
Ci-dessous, un graphique issu d'un document « Alternatives Economiques » du 1^{er} février 2011 intitulé :

LES 35 HEURES ? NON COUPABLES !

TEMPS DE TRAVAIL : Les procès récurrents faits aux 35 heures ne sont pas justifiés. Et, de toute façon, l'emploi ne s'améliore certainement pas en travaillant plus longtemps.

L'Allemagne s'en sort grâce à la RTT

Temps de travail annuel moyen en heures



[Pour information](#)

En 2008, coût horaire de travail d'un salarié français : 33,16 € (INSEE) et 33,37 € en Allemagne ...

AVEC LA CGT, AGISSONS POUR L'EMPLOI, LES SALAIRES, LE TEMPS DE TRAVAIL ET LES RETRAITES !!!



Soutenez la Cgt, rejoignez la!

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

Signature

IMPRIME DANS NOS LOCAUX PAR LE SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS TECHNIQUES ADMINISTRATIFS ET DE SERVICE – CGT MEDDTL
PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16.

email : Internet sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS
CGT/AC - DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean François HUGUENIN-VIRCHAUX
Visitez notre site internet : <http://www.snptas-cgt.org>



Le SNPTAS CGT vous informe

Équipement - Environnement

N°42 du 15 décembre 2011

FLASH...

BOYCOTT SALSA

Le ministre cautionne les pressions et la répression

[Lire sur le site...](#)

Pétitions :

[Signez en ligne ...](#)

Document :



[Lire en ligne...](#)

AGENDA...

Calendrier des CAP :

CAP des TSE

21-23 février 2012

CAP des SAE

06-08 mars 2012

La droite en rêvait; SAUVADET l'a fait !!!

Le sous smicard nouveau est arrivé

Le SMIC augmente de 2.1% dans le privé au 1^{er} décembre 2011 et de 0,3% au 1er janvier 2012.

La première des conséquences en dehors de l'augmentation du pouvoir d'achat pour une partie des ménages français, c'est la dégradation des salaires des fonctionnaires.

Le SMIC nivelle les grilles indiciaires rattrapant ainsi l'indice 301, ce qui plonge de nombreux salariés du public en dessous du plancher du SMIC.

Par note du 23 novembre 2011, Mr SAUVADET, ministre de la fonction Publique, redécouvre tous les bienfaits du décret 91-769 du 02 août 1991, instituant l'indemnité différentielle.

Il va même jusqu'à préciser dans sa note que la rémunération globale d'un agent public ne peut être inférieure au SMIC !!! (il ne manquerait plus qu'il ne respecte pas la loi).

Jusqu'à présent, à chaque augmentation du SMIC dans le privé correspondait un relèvement de l'INM (Indice Nouveau Majoré), afin de se «caler» sur ce SMIC.

Sauf que le diable se niche dans les détails. Au 1er décembre 2011 l'indice minimal INM aurait dû passer de 295 à 301, 022 (référence SMIC) et à l'INM 302 au 1er janvier 2012.

Au lieu de cela les 5 premiers échelons (adjoint administratif de 2ème et 1ère classe, syndics des gens de mer, dessinateurs, adjoints techniques, agents BERKANI, agents d'exploitation) vont conserver leur indice actuel avec une indemnité différentielle. En clair ces 5 échelons seront au SMIC.

Pour le 6è échelon (INM 305) les agents ne percevront rien de plus (car théoriquement au dessus du SMIC. Pas de bol : ils devraient se voir appliquer le 1% solidarité, donc ils se retrouveront également au SMIC

Quand SAUVADET revisite le Protocole JACOB...

Le SNPTAS-CGT portait une appréciation très négative de cet accord.

En rappel : **Pour les échelles 3, 4 et 5 d'adjoint administratif**, le nombre d'échelons est passé de 10 à 11 (alors qu'un an auparavant, il était passé de 11 à 10), ce qui a permis au passage un allongement de la durée de carrière cumulée qui est passée de 26 à 30 ans...

C'était bien la peine de nous vanter les vertus de ce protocole JACOB à 11 échelons puisqu'il y en a déjà au moins 4 à 5 de bloqués au SMIC. A chaque nouvelle augmentation du SMIC, il y a risque de voir tomber le 6ème, puis le 7ème échelon d'AA 2ème classe et aussi chez les AA de 1ère classe au niveau du SMIC.

DECEMBRE 2011 : LE SMIC AUGMENTE DE 2,1%



Et la cerise sur le gâteau...

L'indemnité différentielle n'est pas soumise à pension civile. En clair, les agents en échelle 3 recrutés sans concours et arrivés tard dans la fonction publique risquent de se retrouver avec une retraite calculée sur leur INM (inférieur au SMIC et non pas leur traitement « affublé » d'une indemnité différentielle).

Encore et encore...

Le ministre entend pérenniser celle-ci en 2012.

Monsieur SAUVADET précise même que cette indemnité « bénéficiera » à 890.000 agents de la Fonction Publique, soit près d'un fonctionnaire sur 5 (ce qui démontre que les bas salaires que la CGT dénonce entraînent une paupérisation grandissante chez les fonctionnaires). Monsieur SAUVADET, est-ce votre conception du « travailler plus pour gagner plus » qui conduit un agent en échelle 3 à retomber à l'équivalent SMIC après 11 ans de services publics.

SCOOP : D'après l'Administration (qui se hasarde à un comparatif avec les Finances), la répartition du corps des adjoints prendrait "la forme de ballon de rugby"... Avec le recrutement massif, sans concours, des agents en bas de l'échelle 3 (près de 150 en 2011, lesquels resteront au SMIC grâce à l'indemnité différentielle pendant 11 ans)), cela ressemble plus à un suppositoire....De toute manière, ce sont les agents qui se feront avoir....

Un peu de pudeur .Monsieur le Ministre. Vous qui constatiez il y a peu, les inégalités de traitements des fonctionnaires dans les DDI et qui maintenant n'hésitez pas à monter des usines à gaz pour moins rémunérer les agents.

Quelles conséquences sur le pouvoir d'achat ?

Insignifiantes si on a pu s'octroyer auparavant 172% d'augmentation en attendant des jours meilleurs
En revanche elles sont catastrophiques pour les 890.000 agents « smicards » (0,5% d'augmentation pour 2010-2011 et 2012, contre environ 4% d'inflation entre 2010 et 2011)

Pertes de pouvoir d'achat

La perte moyenne mensuelle du pouvoir d'achat depuis 2000 (indice INSEE d'octobre 2011) s'établit à ce jour à:

- 200 € pour un agent de catégorie C
- 270€ pour un agent de catégorie B
- 350€ pour un agent de catégorie A

POUVOIR D'ACHAT



Soutenez la Cgt, rejoignez la!

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

Signature

IMPRIME DANS NOS LOCAUX PAR LE SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS TECHNIQUES ADMINISTRATIFS ET DE SERVICE – CGT MEDDTL PLOT
I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16.

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC -
DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean François HUGUENIN-VIRCHAUX

Visitez notre site internet : <http://www.snptas-cgt.org>

FLASH...

BOYCOTT SALSA

Le ministre cautionne les pressions et la répression

[Lire sur le site...](#)

Pétitions :

[Signez en ligne ...](#)

Document :



[Lire en ligne...](#)

AGENDA...

31 janvier 2012

Meeting national sur les retraites

21-22-23/02/2012 - CAP TSE : mutations, LA TSE, TA TSP, TSC 2012

La TVA antisociale, hold-hup du siècle ?

Depuis longtemps, le budget de la sécurité sociale qui est plus important que celui de l'État, donne de l'urticaire au patronat représenté par le MEDEF. C'est une manne financière qui échappe encore au marché, alors le tiroir caisse est alléchant.

Au cours du sommet social du 18 janvier, le président de la République a mis la pédale douce sur la TVA sociale mais ce n'est que partie remise ; la question sera évoquée à nouveau à la fin du mois. Le gouvernement envisage une accélération des attaques contre les droits sociaux avec entre autres, le financement de l'assurance maladie. Ce sujet est une revendication du MEDEF depuis longtemps et la TVA sociale est une arme de destruction massive de notre système de protection sociale.

Le sommet social du 18 janvier a eu pour ordre du jour, entre autres, le financement de l'assurance maladie. Ce sujet est une revendication du MEDEF depuis longtemps et la TVA sociale est une arme de destruction massive de notre système de protection sociale.



En guise de cotisation sociale, le MEDEF et ceux qui veulent réduire notre système de protection sociale utilisent le mot charge. C'est une astuce sémantique mais les cotisations sociales ne sont pas une charge, c'est un salaire indirect, un élément du salaire. C'est une part du salaire que le salarié ne reçoit pas directement mais qui est versée immédiatement aux caisses de retraite, de sécurité sociale, pour les accidents du travail, les allocations familiales, le chômage... C'est le salaire socialisé. Cela fait la caractéristique, l'avance de notre pays sur tant d'autres qui n'ont pas ce système de mutualisation de la protection sociale. Ils veulent casser le salaire indirect car c'est une des principales conquêtes sociales.

Charges sociales ou salaire indirect, différé, socialisé ?

La sécurité sociale est un acquis du programme du Conseil National de la Résistance dont le financement est doté des cotisations sociales des salariés mais depuis quelques années l'État a introduit d'autres sources de financement. Il s'agit notamment de 2 impôts, la Cotisation Sociale Généralisée (CSG) mise en place en 1991 par le gouvernement Rocard et la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale (CRDS) par la réforme Juppé en 1996. Le transfert du financement sur l'impôt ne date donc pas d'aujourd'hui.

Depuis une vingtaine d'années, les exonérations de cotisations sociales ont explosé, officiellement pour favoriser la lutte contre le chômage. C'est en réalité pour faire baisser le coût du travail. Une récente étude de L'Agence Centrale des Organismes de Sécurité sociale, organisme qui collecte les recettes de la Sécu, retrace l'historique : les exonérations se montaient à 1,9 milliard d'euros en 1992 et elles sont passées à 29,9 milliards en 2010.

Entre 1992 et 2010, 316 milliards d'exonération ont été accordés. Tous les ans l'État puise dans les impôts pour compenser les

exonérations. Au total, de 1992 à 2010, 275 milliards ont été compensés par le budget de l'État. La compensation n'est d'ailleurs que partielle, et cela renforce le déficit de la protection sociale. Quand les entreprises ne payent pas c'est l'État qui s'endette et on nous dit que la France est en faillite, que l'État vit au-dessus de ses moyens, qu'il y a trop de fonctionnaires et blablabla...

Double peine pour les salariés

La TVA sociale est donc une véritable arnaque puisque ce serait une partie de notre salaire qui serait transféré sur l'impôt. Pour les salariés c'est la double peine, une partie de leur salaire leur est « volé » et en plus, ils doivent payer un impôt supplémentaire sur la consommation.

TVA anti-sociale

La TVA est l'impôt le plus injuste puisque, d'une part il n'est pas progressif en fonction des revenus et d'autre part, plus le revenu est bas, plus la part de la TVA est importante proportionnellement. 10% des revenus les plus bas paient 11,5 % de TVA, les 10% des revenus les élevés n'en paient que 5,2% ! C'est la raison pour laquelle depuis quelques années, l'impôt sur le revenu est attaqué et compensé en partie par la TVA. Cela permet d'additionner les cadeaux fiscaux pour les hauts revenus, cause essentielle de l'endettement de l'État.

Mais ce n'est pas tout. Après une hausse importante des prix sur les produits de 1ère nécessité, le gouvernement a annoncé une hausse d'environ 2 points de tous les taux de TVA. Le cumul de la hausse des prix, de

l'augmentation de la TVA et de la création de la TVA sociale sera très dur pour toute une catégorie de la population, notamment les chômeurs, les titulaires du RSA et les retraités.

Dès lors une TVA peut-elle être sociale ?

Il faut se mobiliser pour une juste répartition des richesses

Le président de la République s'est engagé à ne pas augmenter les impôts, on voit le résultat. Il faut au contraire une juste répartition des richesses alors que le gouvernement prend des mesures inverses en aggravant les inégalités.

Pour la CGT, il faut lutter contre cette sale politique avec d'autres solutions, entre autres :

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux ;
- Réformer la fiscalité en profondeur (proportionnalité, suppression des cadeaux fiscaux, lutte contre la fraude fiscale, etc.);
- Contrôler les aides publiques aux entreprises et favoriser l'emploi;
- Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.

Il faut se mobiliser pour lutter contre cette politique d'austérité désastreuse qui mène dans le mur et les syndicats doivent prendre leurs responsabilités. C'est la raison pour laquelle la CGT a appelé à une journée d'action interprofessionnelle le 18 janvier après celle du 13 décembre. L'heure n'est pas à la rigolade !



Soutenez la Cgt, rejoignez la!

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

Signature

IMPRIME DANS NOS LOCAUX PAR LE SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS TECHNIQUES ADMINISTRATIFS ET DE SERVICE – CGT MEDDTL PLOT
I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16.

email : Internet sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC -
DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean François HUGUENIN-VIRCHAUX
Visitez notre site internet : <http://www.snptas-cgt.org>

FLASH...



[Lire sur le site...](#)

Pétitions :

[Signez en ligne ...](#)

Document :



[Lire en ligne...](#)

AGENDA...

27 et 28 juin 2012

Conférence des sections et syndicats à Lyon

Calendrier des CAP

[voir en ligne...](#)

LE FN ET SON FAUX NEZ

La CGT a engagé depuis longtemps une démarche indépendante vis-à-vis du patronat, des gouvernements, des institutions européennes et internationales, des partis.

Elle ne reste pas pour autant indifférente au contexte politique. Depuis toujours elle combat le racisme et aujourd'hui, compte tenu du contexte de crise, où l'extrême droite se développe en Europe, elle prend position publiquement sur le front national. Ce parti puise son influence dans la « crise du politique » et l'accentuation de la distance entre les citoyens et la représentation politique. Simultanément, en focalisant son programme sur de fausses explications de la crise, en agressant les syndicats qui défendent les revendications des salariés et des retraités, le FN exonère les vrais responsables et éloigne celles et ceux qu'il séduit des solutions réelles.



Il n'y a aucune place, ni dans le point de vue, ni dans la pratique de la CGT, pour le racisme, la xénophobie, l'autoritarisme, ou l'étroitesse chauvine. L'histoire nous montre aussi qu'au-delà de ces traits hideux de l'extrême droite, sa force d'attraction tient surtout à sa capacité à s'emparer des problèmes sociaux pour les instrumentaliser et les mettre au service de sa stratégie.

Les inégalités renforcent l'idéologie frontiste.

Les enquêtes d'opinion à ce stade disent surtout que, pour l'instant, la moitié des ouvriers n'est pas décidée à voter, ce qui n'est pas du tout la même chose. Cette bataille idéologique s'illustre par cette affirmation ressassée selon laquelle le FN fédèrera naturellement, mécaniquement, le vote des mécontents ou oubliés.

C'est l'absence de perspectives concrètes pour d'importantes couches de la population qui est à l'origine de cette instrumentalisation et non une conversion à priori pour l'idéologie fascisante, même s'il y a bel et bien des adeptes des thèses fascisantes au FN. L'extrême droite est parvenue ces dernières années à leurrer une partie de l'opinion avec un discours politique prenant notamment comme cible la mondialisation, l'immigration et l'insécurité. De plus, les effets délétères des campagnes du président de la République sur l'immigration, la sécurité, le droit d'asile et l'identité nationale ont renforcé les peurs collectives. Les propos récents du ministre de l'intérieur affirmant que « toutes les civilisations ne se valent pas » en sont encore un exemple.

La banalisation du Front national dans le paysage politique français et de ses émules au plan européen, est portée dans ce contexte de crise par la conjonction d'enjeux lourds tels que l'absence d'alternatives et de réponses à la crise systémique et la globalisation économique qui isolent et enferment l'Europe. Cela est renforcé par l'impuissance à faire une place à la jeunesse, la crise du travail et des finances publiques. Le fait que les États ne se donnent pas les moyens pour assurer la justice sociale, garantir l'égalité entre les individus par une Sécurité Sociale, des Services Publics, l'égal accès des droits de tous pour tous, etc. accentue les dérives vers l'extrême droite.

Déclassement, chômage, précarité, sont, avec le manque d'espoir sur l'avenir, l'aliment permanent du potentiel de séduction de l'idéologie

frontiste. Le vote FN est d'abord de la colère qui n'a pas trouvé à s'exprimer positivement et aussi le détournement d'une aspiration à voir la politique reprendre les commandes. Celle-ci qui a depuis plus de 30 ans dérivé vers un libéralisme de plus en plus fort par le dogme de la concurrence et un individualisme de plus en plus prononcé constitue une menace directe contre l'efficacité du combat syndical pour l'unité et la solidarité entre tous les salariés. Même la fonction publique en est gangrenée par des systèmes de gestion et de rémunération individualisés. Les plus visés sont les plus jeunes, sortis du système scolaire sans diplômes et sans qualifications, les ouvriers, ceux qui vivent les situations les plus difficiles, les plus instables, les moins considérés socialement, nourrissant la désespérance. C'est le terreau favorable aux manipulations populistes.

Le discours du FN est une imposture

Le Front national s'est donné l'objectif de capter durablement la confiance d'une partie importante des salariés les plus modestes qui sont aussi les plus exposés au durcissement de l'exploitation du travail et les plus assujettis à la précarité de l'emploi. Pour y parvenir, il n'hésite pas à maquiller ou à transfigurer certains des registres idéologiques traditionnels de l'extrême droite française. Le passage d'une forme brute et brutale de racisme à une forme plus policée de protection ethnicisée de l'identité nationale en est un des aspects, le trait le plus saisissant étant sa récupération intégriste de la laïcité en vue de diaboliser les immigrés de culture islamique.

Sur le plan social, Marine Le Pen dit être aujourd'hui favorable à la retraite à 60 ans alors qu'avec son parti, en 2010, elle appelait le gouvernement à recourir à la force pour mettre un terme à l'attitude des

« émeutiers » qui occupaient les rues. En ce qui concerne la « TVA sociale », elle l'a qualifiée de « TVA patronale », c'était le titre d'une brochure économique de la CGT en mai 2007. Il y a au FN des militants qui passent du temps à s'inspirer des messages syndicaux pour rendre l'extrême droite présentable. En-dehors des périodes électorales, le front national est toujours le camp du capital.



Le masque tombe

Le 27 janvier, Marine Le Pen était l'invitée d'honneur, auprès de Martin Graf, chef de file de l'aile dure du parti d'extrême droite FPÖ du bal des Burschenschaften, où elle a paru si fière de s'afficher avec des antisémites avérés. D'après SOS racisme, la date de "ce bal immonde pour nostalgiques du IIIe Reich" coïncide "avec le 67e anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz", et se demande s'il s'agit "d'un détail fortuit". Dehors, entre 3000 et 5000 personnes dénonçaient la tenue de ce bal. C'est là le vrai visage du Front national.

Pour la CGT, si le syndicalisme apparaît comme le « dernier rempart » face aux reculs sociaux. Il apparaît aussi comme l'une des principales forces pour faire barrage aux mises en cause de la démocratie. La CGT a toujours tenu sa place sur ce terrain. Elle ne se dérobera pas.



Soutenez la Cgt, rejoignez la!

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

Signature

IMPRIME DANS NOS LOCAUX PAR LE SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS TECHNIQUES ADMINISTRATIFS ET DE SERVICE – CGT MEDDTL PLOT
I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16.

email : Internet – <mailto:sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net> – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS
CGT/AC - DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean François HUGUENIN-VIRCHAUX

Visitez notre site internet : <http://www.snptas-cgt.org>



Le SNPTAS CGT vous informe

Equipelement - Environnement

N°46 du 22 Mars 2012

FLASH...



[Lire sur le site...](#)

Pétitions :

[Signez en ligne ...](#)

Document :



[Lire en ligne...](#)

AGENDA...

27 et 28 juin 2012

Conférence des sections et syndicats à Lyon

29 mars 2012 CTC des DDI

13 avril 2012 CT Ministériel



Spécial Appel Confédéral Elections 2012

Ce document reprend l'appel confédéral CGT relatif aux élections présidentielles 2012. Le SNPTAS CGT invite les électeurs – rices – à se rassembler pour débattre, partager, échanger.

Le SNPTAS CGT, au regard de la situation dans le service public et en particulier au niveau du MEDDTL et des DDI, partage l'analyse de la CGT. Il estime notamment comme le souligne ce texte que « Le changement de politique pour conquérir la justice sociale, aider au « vivre ensemble » devient incontournable. »

Depuis 2007, les services publics ont subi la RGPP, décidée et imposée par Nicolas Sarkozy avec pour conséquences des réorganisations continues, l'interministérialité avec des réductions drastiques des effectifs entraînant la casse des services publics dommageable pour les collectivités, les citoyens et la dégradation des conditions de travail. La mise en concurrence des territoires ne peut qu'accroître les inégalités.

Dans le même temps, le gel des salaires sur plusieurs années, plus les hausses d'impôts (voir la TVA par exemple) conduit à la baisse du pouvoir d'achat, accroissant les difficultés de vie.

Cela est tout aussi vrai pour les retraités.

Le SNPTAS CGT exige une autre répartition des richesses pour répondre aux revendications et une refondation du service public pour répondre aux besoins de tous les citoyens sur l'ensemble des territoires

Comme le dit la CGT « L'élection présidentielle doit créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès

social.

Affirmer sa citoyenneté, c'est aller voter, c'est aussi se syndiquer.

Adhérer à la CGT c'est prendre sa place dans le syndicat qui agit au quotidien pour le progrès et la justice sociale. »

**Appel Confédéral
Changer de politique,
conquérir la justice
sociale**

Les salariés, retraités et privés d'emploi, comme l'ensemble des citoyens, femmes et hommes, sont appelés à participer à l'élection présidentielle les 22 avril et 6 mai prochains. C'est un rendez-vous important pour l'expression démocratique. A ce titre, la CGT ne saurait être neutre, surtout au regard de la gravité de la situation.

Après des décennies de creusement des inégalités, la répartition des richesses doit désormais privilégier les revenus des salariés, des retraités, les minima sociaux et la protection sociale. Elle doit être réorientée vers l'efficacité économique et sociale.

La première des insécurités est bien sociale. Elle est aussi la conséquence de choix politiques.

Face à la mainmise des marchés financiers sur l'ensemble de l'économie et sur les choix de société il faut combattre la spéculation, mettre en place des dispositifs pour financer des activités créatrices d'emploi, investir dans une véritable politique industrielle et développer les services publics prenant en compte l'impératif de développement humain durable. Face aux pouvoirs des actionnaires devenus exorbitants, il faut donner plus de droits d'intervention aux salariés dans les entreprises et au-delà. A tous les niveaux, entreprises grandes ou petites, territoires, filières d'activité, Etat et collectivités ...

la démocratie sociale doit être une priorité. La CGT réaffirme ses dix exigences pour sortir de la crise

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (SMIC à 1700€)
- Contrôler les aides publiques aux entreprises
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- Stopper les suppressions d'emplois
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- Réformer la fiscalité en profondeur
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif

- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique

En aucun cas le projet de l'extrême droite ne peut ouvrir une perspective de sortie de la crise. La CGT renouvelle son opposition aux idées véhiculées par le Front National et banalisées par d'autres, qui cherche à exploiter les peurs et les désarrois sociaux pour s'enfermer dans une société en repli identitaire, liberticide, discriminatoire et raciste.

Le changement de politique pour conquérir la justice sociale, aider au « vivre ensemble » devient incontournable. Au vu du bilan et des projets du Président de la République, sa réélection ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux. Derrière ses discours sur la « moralisation du capitalisme » ou la « revalorisation du travail », l'essentiel de son action a consisté à favoriser les actionnaires et les plus riches.

Ses choix contribuent à faire payer la crise aux salariés qui n'en sont pas responsables.

Il a choisi de ne pas répondre aux grandes mobilisations nationales de 2009 pour "une autre répartition des richesses", préférant satisfaire les revendications patronales.

En 2010, c'est par le passage en force qu'il a imposé le recul de l'âge de départ en retraite aux millions de manifestants. Le système des retraites est fragilisé, les droits pour des millions de salariés en sont affectés. Il a érigé le pouvoir personnel en méthode de gouvernement.

Le Président de la République est à l'origine d'un nouveau traité européen qui généralise l'austérité. C'est une nouvelle arme pour amplifier les attaques contre le code du travail, les droits et budgets sociaux, les droits des privés d'emploi, les retraites, les services publics... Son programme pour demain rejoint les exigences du MEDEF. Ce serait plus d'austérité pour les salariés et les retraités, l'accroissement des inégalités entre les femmes et les hommes, une culpabilisation éhontée des privés d'emploi, la stigmatisation des travailleurs migrants et immigrés, la mise en cause du rôle des organisations syndicales considérées comme obstacles à ses projets. La société française vivrait des clivages plus violents encore et s'enfoncerait encore plus dans la crise.

L'élection présidentielle doit créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès social.

Affirmer sa citoyenneté, c'est aller voter, c'est aussi se syndiquer. Adhérer à la CGT c'est prendre sa place dans le syndicat qui agit au quotidien pour le progrès et la justice sociale.

Les salariés ont besoin d'une présence plus importante du syndicalisme pour créer le rapport de force nécessaire et organiser les luttes pour la prise en compte leurs revendications en toutes circonstances.



Soutenez la Cgt, rejoignez la!

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

Signature

IMPRIME DANS NOS LOCAUX PAR LE SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS TECHNIQUES ADMINISTRATIFS ET DE SERVICE – CGT MEDDTL PLOT
I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16.

email : Internet – <mailto:sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net> – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS
CGT/AC - DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean François HUGUENIN-VIRCHAUX

Visitez notre site internet : <http://www.snptas-cgt.org>

FLASH...



[Lire sur le site...](#)

Pétitions :

[Signez en ligne ...](#)

Document :



[Lire en ligne...](#)

AGENDA...

27 et 28 juin 2012

Conférence des sections et syndicats à Lyon

Après le premier tour de l'élection présidentielle Un puissant 1er mai ! 750 000 manifestants contre 115 000 en 2011

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle du 22 avril 2012 fait apparaître notamment :

- une participation importante des électrices et électeurs, manifestant ainsi leur volonté d'intervenir sur les choix structurant leur avenir ;
- un premier désaveu pour le Président sortant, Nicolas Sarkozy, qui n'obtient que 27% des voix ;
- une forte aspiration à un changement de politique économique et sociale.

Le rejet de la politique antisociale et autoritaire que Nicolas Sarkozy a menée durant 5 ans est massif. Après les mobilisations nombreuses et importantes de 2009 et 2010, les salariés, les retraités et les privés d'emploi ont ainsi confirmé leur refus de payer la facture d'une crise économique dont ils ne sont pas responsables.

La CGT réaffirme ses dix exigences :

- revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux ;
- contrôler les aides publiques aux entreprises ;
- contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements ;
- suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires ;
- stopper les suppressions d'emplois et rétablir la retraite à 60 ans ;
- développer les politiques publiques et les moyens des services publics ;
- réformer la fiscalité en profondeur ;
- créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits ;

- taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux ;

- mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

La CGT ne se résout pas au vote pour le Front national de millions d'électeurs, ce qui renforce la place de l'extrême droite dans la vie politique française. Nicolas Sarkozy et sa majorité y auront largement contribué en flattant les thèses de ce parti tout au long du

quinquennat. C'est une voie dangereuse pour la cohésion du pays et la recherche de réponses favorables au progrès social.

La CGT continuera son combat contre les idées d'exclusion, du rejet de l'autre, pour le « travailler et vivre ensemble ». Ce combat appelle à la mobilisation de tous les syndicalistes.

Le 6 mai, les salariés sont de nouveau appelés aux urnes. Pour la CGT, au vu du bilan et des projets du Président de la République, sa réélection ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux inspirés des exigences patronales.

Battre Nicolas Sarkozy en élisant un nouveau Président de la République est nécessaire. C'est contribuer à créer un contexte plus favorable aux revendications et au progrès social qui nécessiteront toujours des mobilisations syndicales. C'est réaffirmer la légitimité de l'action syndicale dans un pays démocratique. C'est ouvrir de nouvelles possibilités pour intervenir dans la vie de l'entreprise et de la cité.

La CGT dénonce la provocation du Président de la République qui vise à détourner et à récupérer le 1er mai par l'annonce d'un rassemblement de ses partisans, à Paris, ce jour-là, sur le thème fallacieux du « vrai travail ». Cette opération n'a d'autre objectif que de diviser les salariés et stigmatiser leurs organisations syndicales.

Dans ce contexte, la CGT appelle l'ensemble des salariés, retraités et privés d'emploi à relever le défi qui est lancé en participant massivement aux manifestations syndicales unitaires du 1er mai :

- pour conforter la place que les réponses aux revendications sociales doivent prendre dans les politiques à venir ;
- pour réaffirmer que la lutte pour le progrès social appelle à la solidarité de l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leurs origines, leurs nationalités ou leurs croyances ;

- pour exiger que le progrès social soit placé au cœur des politiques européennes.

Le « vrai » travail

Le "vrai" travail ? celui des 650 accidents mortels, des 4500 mutilés du travail ? Celui des droits violés et des heures supp' impayées ?

Le « vrai travail » ? Celui des maladies professionnelles, amiante, TMS, surdité, cancers, qui augmentent, sont sous-déclarées, sous réparées.

Le "vrai" travail ? 150 000 accidents cardiaques et 100 000 accidents vasculaires par an dont entre 1/3 et 50 % liés au travail...

Le "vrai" travail ? Ce jeune ascensoriste de 26 ans écrasé par l'engin qu'il réparait, à cause de la compétition sauvage entre OTIS et KONE

Le "vrai" travail ? Et les milliers d'ouvriers désamianteurs qu'il laisse en ce moment mourir sans protection par refus d'un moratoire ?

Le "vrai" travail ? Celui des mini-jobs, des stages, des emplois saisonniers atypiques, des 3 X 8, des 4 X 8, des intérim et CDD répétés ?

Le "vrai" travail ? Celui des millions de travailleurs pauvres qui n'arrivent pas à vivre avec leurs salaires ?

Le "vrai" travail ? Celui du milliard d'heures supplémentaires non déclarées, non majorées, non payées attribuées à ceux qui ont un boulot au détriment de ceux qui n'en ont pas ?

Le « vrai » travail ? Celui des femmes qui gagnent 27 % de moins que les hommes ?

Le « vrai » travail ? Celui des jeunes à 25 % au chômage et à 80 % en CDD ?

Le « vrai » travail ? Celui des immigrés, forcés à bosser sans droits et sans papiers par des esclavagistes et marchands de sommeil franchouillards ?

Le « vrai » travail ? Celui des seniors licenciés, 2 sur 3 à partir de 55 ans et qui ne peuvent cotiser que 35 annuités alors que 42 sont exigés dorénavant pour une retraite décente ?

Le "vrai travail" ? Celui des restaurateurs dont 1 sur 4 utilisent des clandestins, non déclarés dans le fond de leur cuisine ?

Le "vrai" travail ? Celui des exploitants agricoles qui tuent des inspecteurs du travail pour pouvoir abuser d'immigrés clandestins ?

Le "vrai" travail ? Celui des beaufs de la CG-PME, des cadres casques oranges de chez Bouygues, des marchands de manœuvre appelés « viande » ?

Le "vrai" travail ? "La vie, la santé, l'amour sont précieuses pourquoi le travail ne le serait-il pas ?" (Parisot/Sarkozy)

Le "vrai" travail contre le droit du travail ? Le pauvre exploité qui sue et se tait, la dinde qui vote pour Noël !

Le "vrai" travail "sans statut" ? "La liberté de penser s'arrête là où commence le Code du travail" selon Mme Parisot et... M Sarkozy

Le "vrai" travail sans syndicat ? Sans syndicat pas de Smic, pas de durée légale, pas de congés payés, pas de sécurité sociale, pas de droit

Le "vrai" travail ? Celui qui ne fait jamais grève, qu'on ne voit jamais manifester, qui n'est pas syndiqué, qui piétine son collègue ?

Le « vrai » travail ? Celui sans délégué du personnel, sans comité d'entreprise, sans CHSCT, sans institution représentative du personnel ?

Le "vrai" travail ? à France Télécoms, des dizaines de suicides, faute inexcusable du patron de combat qui licencie, stresse, vole, tue

Le "vrai" travail ? Parlons en ! Stress, risques psychosociaux, harcèlement, suicides, chantage à l'emploi, heures supp' impayées ?

Le "vrai" travail ? Les travaux les plus durs sont les plus mal payés, bâtiment, restauration, nettoyage, transports, entretien, industries

Le "vrai" travail ? Qu'est ce qu'il y connaît ? Dans le bâtiment, 1,1 million bossent surexploités, maltraités, mal payés, accidentés, meurent sans retraite

Le « vrai » travail ? Celui des 900 000 foutus dehors par « rupture conventionnelle » de gré à gré sans motif et sans mesure sociale ?

Le « vrai » travail ? Celui des auto-entrepreneurs, un million en théorie, la moitié en réalité, qui se font exploiter comme faux salariés, à bas prix et sans protection sociale ?

Le "vrai" travail ? celui qui bosse dur pour survivre misérablement ou celui qui exploite dur les autres pour vivre dans des palais dorés ?

Le "vrai" travail ? celui des actionnaires, des rentiers, des riches, des banksters du Fouquet's qui gagnent 600 SMIC par an en dormant ?

Le « vrai » travail, celui de Maurice Levy patron qui se ramasse 16 millions d'euros d'argent de stocks option de poche pillés sur les richesses produites par les salariés.

Le « vrai » travail ? celui de Molex, de Sea France, de Gandrange et Florange, de Continental, de Lejaby, de Pétroplus, des Fonderies du Poitou, de toutes celles et ceux qui ont du se battre pour le garder ?

Le "vrai" travail ? Qu'est ce qu'il y connaît ce cul doré de Sarkozy ? N'a jamais passé la serpillière dans une cantine ni poussé un chariot.

Gérard Filoche (Démocratie et socialisme)



Soutenez la Cgt, rejoignez la!

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

Signature

IMPRIME DANS NOS LOCAUX PAR LE SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS TECHNIQUES ADMINISTRATIFS ET DE SERVICE – CGT MEDDTL PLOT
I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16.

email : Internet – <mailto:sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net> – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS

CGT/AC - DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean François HUGUENIN-VIRCHAUX

Visitez notre site internet : <http://www.snptas-cgt.org>



Le SNPTAS CGT vous informe

Équipement - Environnement

N°48 du 5 juin 2012

FLASH...

Pétitions :

[Pétition intersyndicale
Promotion Adjointes
Administratifs](#)

[Signez en ligne ...](#)

Document :



[Lire en ligne...](#)

AGENDA...

19 juin 2012
CAP Dessinateurs

27 ou 28 juin 2012
CDD CDI Sui Générés

27 et 28 juin 2012
Conférence des sections et
syndicats à Lyon

Élections législatives des 10 et 17 juin 2012

Durant ces dernières années, le SNPTAS CGT a dénoncé les attaques sans précédent contre le service public, les propos et les actes contre les agents publics. Le SNPTAS CGT a appelé à se battre contre la RGPP, les modes de gestion, la réforme de l'Etat basée sur des critères de stricte rentabilité financière. Il a dénoncé les abandons de missions publiques. Nous avons, pendant toutes ces années, mené ces luttes avec les personnels, en recherchant au maximum une unité syndicale nécessaire à la création du rapport de forces indispensable. La situation a été compliquée.

La CGT au niveau confédéral a pris ses responsabilités lors de la campagne électorale des présidentielles en dénonçant et condamnant le virage dangereux du pouvoir alors en place vers les thèses de l'extrême droite, en appelant à ne pas réélire un Président qui continuerait cette politique catastrophique pour le service public, pour les agents publics avec toutes les conséquences néfastes pour les Français. Le SNPTAS CGT approuve cette démarche.

Avec le résultat des élections présidentielles, le SNPTAS CGT ne cache pas sa satisfaction que d'autres perspectives tant au niveau du dialogue social que des revendications soient aujourd'hui ouvertes, même si le syndicat est parfaitement conscient des difficultés et des « ambiguïtés » à faire lever dans les politiques à venir, des engagements à faire respecter, des rapports de forces à maintenir et faire grandir.

Le syndicat attend des réponses concrètes sur beaucoup de sujets réels de mécontentement liés aux politiques programmées par le gouvernement précédent tant sur l'avenir de missions que sur le catégoriel, la gestion des ressources humaines des contrats précaires ou sur les rémunérations (indiciaires et primes), la politique sociale.



Il attend aussi la levée des ambiguïtés sur la situation des services et des agents dans de nouveaux champs ministériels, la situation des DDI, les liaisons entre les services ministériels et interministériels... Tous ces sujets génèrent tant de mal être et de souffrance chez les personnels. Dans l'immédiat, le SNPTAS CGT juge qu'il est urgent que le gouvernement et les ministres dans le champ de compétences qui les concerne, prennent des mesures afin de faire cesser certaines pratiques. Celles-ci consistent « à passer en force » en accélérant la mise en œuvre de mesures relevant de la RGPP en refusant de prendre en considération le changement politique.

Le SNPTAS CGT restera vigilant et mobilisé. Hier comme aujourd'hui et demain, l'action unie des agents publics, des salariés du public et du privé reste le plus sûr moyen d'aboutir à la satisfaction des revendications des agents et des besoins des citoyens. Les agents peuvent compter sur notre engagement sur ce point.

Une nouvelle campagne électorale s'ouvre pour les législatives des 10 et 17 juin 2012. Il n'est pas question pour le SNPTAS CGT de soutenir tel ou tel parti politique et encore moins tel ou tel candidat. Pour autant, ces élections ont un caractère très important.

En effet, nous nous inscrivons clairement notre démarche dans une perspective de changement réel de politique. Nous ne voulons pas poursuivre les politiques antérieures.

Nous ne devons pas revenir en arrière, nous voulons :

- Que les agents publics retrouvent la confiance et la fierté d'être au service du public, de porter des valeurs sociales, économiques, environnementales de progrès et d'intérêt général,
- Un renouveau, une revalorisation des missions de service public utiles pour les populations et les territoires, avec des moyens réels en financements et en effectifs pour les réaliser,
- Le progrès des conditions de vie, de travail, de pouvoir d'achat des agents publics,
- Le respect des agents publics,
- Un service public au service de tous, dans l'égalité, dans le respect des valeurs d'humanisme, de solidarité,
- Un service public ouvert au monde qui bouge, ouvert à l'avenir, à la jeunesse, dans une construction harmonieuse de l'Europe.

Nous engageons toutes celles et tous ceux qui partagent cet espoir à se mobiliser massivement, avec nous, dans l'action comme dans les urnes...

Place au changement par le progrès social

Une majorité de citoyens a élu un nouveau Président de la République le dimanche 6 mai 2012.

La participation importante des électrices et électeurs témoigne de leur mobilisation pour intervenir sur les choix à venir.

Le résultat de l'élection présidentielle exprime un « désaveu » pour Nicolas Sarkozy. Sa politique autoritaire et antisociale, son passage en force sur la réforme des retraites et sa façon de gouverner sont maintenant clairement sanctionnés.

La CGT s'en félicite.

L'influence des thèses racistes et xénophobes a été omniprésente tout au long de la campagne. La CGT poursuivra son combat contre la division, les idées d'extrême-droite et les discriminations, pour « le travailler et vivre ensemble ».

L'élection de François Hollande est aussi l'expression d'une forte aspiration à un changement de politique économique et sociale. Elle s'était déjà exprimée dans les mobilisations sociales en 2009, 2010 et dernièrement lors du 1er mai 2012 contre les discriminations et pour la justice sociale.



Un contexte, a priori plus favorable à la satisfaction des revendications, est créé. Il doit se traduire par des décisions nouvelles, propres à changer le quotidien des salariés, retraités et privés d'emploi, à donner

confiance aux jeunes dans leur avenir alors que les exigences patronales et celles des marchés financiers sont toujours aussi présentes.

L'intervention et l'action syndicale doivent être renforcées. Dans l'immédiat, tous les syndicats doivent refuser l'extension de la flexibilité exigée par le MEDEF au travers des accords dits « compétitivité emploi ».

Un véritable changement passe par la création d'emplois, l'augmentation des salaires, la reconnaissance et la revalorisation du travail, de son contenu et de sa finalité, le développement des services publics sur l'ensemble du territoire, un haut niveau de protection sociale et une véritable politique industrielle. La réponse aux enjeux économiques et sociaux passe par une autre répartition des richesses au service du développement humain durable.

L'avenir de l'Europe ne peut se construire par la mise en concurrence sociale et fiscale entre pays, il faut une Europe solidaire et sociale axée sur la croissance et la coopération et non sur l'austérité généralisée imposée à l'ensemble des salariés.

La CGT continuera à être active pour le progrès social indispensable pour sortir de la crise et entend créer les conditions de l'action syndicale unitaire pour y parvenir. Dans cette situation nouvelle et ouverte, la CGT appelle les salariés, les retraités, les privés d'emploi à rester mobilisés, à s'organiser, à se syndiquer à la CGT pour poursuivre leur action au travail, dans la vie, dans la cité pour faire aboutir leurs revendications.



Soutenez la Cgt, rejoignez la!

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

Signature

IMPRIME DANS NOS LOCAUX PAR LE SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS TECHNIQUES ADMINISTRATIFS ET DE SERVICE – CGT MEDDTL PLOT
I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16.

email : Internet – <mailto:sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net> – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS

CGT/AC - DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean François HUGUENIN-VIRCHAUX

Visitez notre site internet : <http://www.snptas-cgt.org>

FLASH...

Action des catégories C

- [Adjointes administratifs](#)
- [Dessinateurs](#)

Document :



[Lire en ligne...](#)

AGENDA...

23 octobre 2012
CAP Dessinateurs

23 octobre 2012
Appel à la mobilisation et à la grève

24 octobre 2012
CAP TSDD

25 octobre 2012
CAP SACDD

LE MINISTERE DE L'ECOLOGIE PREPARE T'IL UN VASTE PLAN SOCIAL QUINQUENNAL ?

Le rapport CGEDD pour le MEDDE remis le 1^{er} octobre 2012 : DESTRUCTEUR...

Les organisations syndicales étaient invitées par la ministre Delphine Batho le 1^{er} octobre pour la remise officielle de la contribution MEDDE/MELT faite par le CGEDD sur la bilan de la RGPP, et les conditions de réussite d'une nouvelle politique de réforme de l'Etat (cf. lettre du Premier Ministre du 6 juillet 2012 aux services des inspections générales de l'administration, des finances et des affaires sociales).

Ce rapport, d'août 2012, doit permettre aux ministères du MEDDE et du METL de prendre les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre la réforme de l'Etat et l'acte III de la décentralisation, c'est à dire la réforme de l'action publique. **Nouvelle stratégie ministérielle élaborée par ... le CGEDD ???**

Dans ce « SNPTAS CGT Vous Informe », nous avons retenu deux points primordiaux :

1. Hiérarchiser les priorités et simplifier les contraintes, (§2.1 dans le rapport) :

Dans ce paragraphe, il est clairement indiqué que la définition des priorités conduit à la suppression des missions.

Pour cela, deux actions complémentaires vont être menées : au niveau central, dans chaque secteur d'activité, **une instruction ministérielle précisera les actions prioritaires**, aux niveaux régional et départemental, un **document annuel (ndlr : donc évolutif)** élaboré avec les préfets déclinerait ces priorités en les adaptant au territoire.

Au moins, les propositions sont claires, toutes les missions actuelles vont être analysées, auscultées... pour en abandonner certaines et en transférer d'autres dans des agences actuelles ou nouvelles – exemple la biodiversité. La dégradation constatée et organisée dans les services facilitera la tâche des dirigeants ministériels et répondra ainsi au mieux à la commande politique. Au lieu de rechercher des évolutions, pour répondre au mieux aux besoins des collectivités et des citoyens, il est fait le choix de « détruire » les services ministériels et interministériels actuels. Pour cela, il est nécessaire de s'attaquer aux missions, aux emplois...



2. Contrat quinquennal d'embauches ou plan social ? (§2.5 dans le rapport) :

Ce contrat préconise des solutions pour « renouveler » et « rajeunir » les personnels. Il n'est pas question d'embauches supplémentaires mais de répondre à une autre orientation politique :

Question : Comment recruter 4 à 5000 « jeunes » sur cinq ans ?

Réponse : il est nécessaire de supprimer 10 à 11000 postes en facilitant le passage vers les collectivités territoriales, les départs en retraite (une fois les annuités

nécessaires acquises, quand même !) ou l'externalisation des agents dans les structures partenariales en mettant en place une politique d'essaimage pour toutes les catégories A, B et C. De 150 à 200/an actuellement le rapport envisage de passer de 500 à 700/an demain.

Ces deux passages, primordiaux dans ce rapport, ne manqueront pas d'attirer l'attention des ministres qui sont chargées d'appliquer cette politique dans les ministères du MEDDE et du METL (considérés comme non prioritaires). **C'est un vaste plan social au même titre que le privé qui nous attend avec des incidences dévastatrices pour l'ensemble des personnels, de plus sans aucun moyen pour l'accompagner !...**

Ce rapport est honteux car même la droite n'est jamais allée jusqu'à ce point...

Le SNPTAS CGT combat ces propositions inadmissibles présentées dans les services ministériels et interministériels.

Le COMITE TECHNIQUE MEDDE/METL du 28 septembre

Lors du CTM MEDDE/METL, les ministres Cécile Duflot et Delphine Batho sont venues présenter le projet de budget 2013. Dans le cadre d'une parodie digne d'un vaudeville, cette présentation s'est faite sans aucun document remis sur table. Ayant une certaine habitude, les organisations syndicales sont venues avec ceux téléchargés sur les sites de journaux. En effet la presse semble donc par rapport aux organisations syndicales représentatives.

Après une présentation de la situation économique, toujours la même..., les ministres ont décrit l'une après l'autre dans l'ordre protocolaire, quelques chiffres de leur budget 2013 considérés, comme bons dans le contexte actuel.

Quant aux effectifs, les ministères les verront à nouveau baisser de : 614 ETP MEDDE et 662 ETP METL soit 1.5 % en moyenne.

Au total, c'est plus de 1750 ETP qui vont être supprimés !!!!

Une certaine continuité avec la politique menée par le précédent gouvernement.

Quant aux missions relatives à l'ADS et l'ATESAT, Cécile Duflot annonce la mise en place de groupes de travail avec les collectivités pour identifier les pistes d'évolution ! Son intervention ne laisse pourtant pas beaucoup de doute sur l'avenir de ces missions. Seulement lors du séminaire des DDT-M des 25, 26 et 27 septembre il a été annoncé une nouvelle réduction d'emplois de - 2000 ETP sur trois années 2013/2015, après - 700 en 2012 ! Info ou Intox... ?

Seules annonces positives : la catégorie C est prioritaire dans le cadre des mesures catégorielles 2013.

Pour les agents concernés par la mise en œuvre du nouvel espace statutaire (NES), avec 10 mois de retard, une compensation indemnitaire sera versée à ces 18 002 agents Mais à quelle hauteur : 100 à 140 euros ?

Les Agendas sociaux de la Fonction Publique et du MEDDE

Présentés le 4 septembre dernier pour la Fonction Publique et le 25 septembre pour le MEDDE/METL, les agendas sociaux listent les dossiers sur lesquels des réunions de travail vont être planifiées au niveau de la fonction publique et du ministère (carrières, catégorie C, télétravail....)

CONCLUSION : Le SNPTAS-CGT vous appelle à participer nombreux à L'ACTION DU 23 OCTOBRE 2012 pour la défense du service public, des emplois, de nos salaires et de nos conditions de travail.



Soutenez la Cgt, rejoignez la!

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

Signature

IMPRIME DANS NOS LOCAUX PAR LE SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS TECHNIQUES ADMINISTRATIFS ET DE SERVICE – CGT MEDDTL PLOT
I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16.

email : Internet – <mailto:sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net> – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS

CGT/AC - DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean François HUGUENIN-VIRCHAUX

Visitez notre site internet : <http://www.snptas-cgt.org>